

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement.**

**Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 juin 1989 autorisant la COOPERATIVE AGRICOLE de BROONS à procéder à l'extension des installations de fabrication d'aliments du bétail, de séchage de céréales et de stockage de céréales et d'engrais divers qu'elle exploite, au lieu-dit "la Gare" à BROONS ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de l'extension des installations précitées ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 13 avril au 13 mai 1993 en mairie de BROONS ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de SEVIGNAC (31 mars 1993), YVIGNAC (30 avril 1993), BROONS (19 mai 1993), TREDIAS (23 mai 1993) et TREMEUR (1er juin 1993) ;
- VU les avis exprimés au cours de l'instruction par :
 - l'Inspecteur du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles le 31 mars 1993,
 - le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt le 2 avril 1993,
 - le Chef du Service de Défense et de Protection Civiles le 8 avril 1993,
 - le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales le 14 avril 1993,
 - le Sous -Préfet de DINAN le 6 mai 1993 ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 26 août et 26 novembre 1993 prorogeant le délai fixé par l'article 11 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 17 décembre 1993 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 7 janvier 1994
- VU la consultation effectuée le 28 décembre 1993 conformément à l'article 10 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU L'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 7 janvier 1994 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARRETE

ARTICLE 1er : La Coopérative Agricole de BROONS est autorisée à agrandir et à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication d'aliments du bétail, de séchage de céréales et de stockage de céréales et d'engrais divers situées à BROONS au lieu-dit "La Gare" et comprenant les activités ci-après :

NUMERO DE NOMENCLATURE	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	CLASSEMENT A ou D
2260 1°) (ex. 89 1°)	Broyage, mélange, séchage de céréales et autres produits organiques etc... * la puissance électrique totale des matériels étant supérieure à 200 KW : 3570 KW environ hors ventilation. * la capacité maximale de production étant de 250 000 T par an.	A
153 bis A 1°)	Installations thermiques fonctionnant au gaz naturel ou au fioul domestique d'une puissance totale supérieure à 20 MW : 22,15 MW environ.	A
136 A	Dépôt de produits chlorophénoliques liquides, en récipients de 30 litres maximum; la capacité totale du dépôt étant supérieure à 10 000 kg (38 500 l)	A
2160 1°) (ex.376 bis 1°)	Unités de stockage de céréales et produits organiques en vrac ou à plat d'un volume total supérieur à 15 000 m3 : 97 650 m3 en vrac et 1400 tonnes à plat.	A
1111 2 b)	Emploi ou stockage de substances et préparations liquides très toxiques ; la quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 250 kg mais inférieure à 20 T : 1134 kg.	A
1131 2°) b)	Emploi ou stockage de substances et préparations liquides toxiques ; la quantité maximale susceptible d'être présente étant supérieure à 10 T mais inférieure à 200 T : 26 448 l.	A
2515 2°) (ex. 89 ter 2°)	Mélange de produits minéraux artificiels ; la puissance électrique des matériels étant comprise entre 40 et 200 KW (48 KW).	D

NUMERO DE LA NOMENCLATURE	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	CLASSEMENT A ou D
1510-2 (ex.183 ter 2°)	Entrepôt couvert d'un volume supérieur à 5000 m ³ (5053 m ³).	D
1155-3 (ex.357 septies)	Dépôt de produits agropharmaceutiques d'une capacité maximale de 150 tonnes.	D
136 B 2°)	Dépôt de produits chlorophénoliques solides d'une capacité inférieure à 3 T.	D
1434 1°) b (ex. 261 bis)	Installation de distribution de liquides inflammables de 2ème catégorie d'un débit supérieur à 3 m ³ /heure (4 m ³ /heure).	D
361 B 2°)	Installations de compression d'air d'une puissance supérieure à 500 KW (60 KW).	D

ARTICLE 2 : Sauf disposition contraire précisée dans le présent arrêté, les dispositions des récépissés de déclaration délivrés les 20 Septembre 1973, 19 Juin 1979, 9 Juin 1980 et 26 Mars 1992, celles de l'accusé de réception délivré le 29 Janvier 1987 ainsi que celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 Juin 1989 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitation des installations est soumise aux dispositions suivantes :

I - DISPOSITIONS GENERALES.

1°) - Les installations devront être implantées conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation. Elles devront se conformer le cas échéant, aux prescriptions du présent arrêté.

2°) - Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Côtes-d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.

3°) - L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles et analyses soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruits notamment).

En tant que de besoin, les installations seront conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

4°) - Incident grave - Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 devra être immédiatement signalé à l'inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remettra dans les meilleurs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

5°) - Prévention du bruit.

5-1 : Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

5-2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 Avril 1969).

5-3 : L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5-4 : Conformément à l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 Août 1985, le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au plan ci-joint et au tableau ci-dessous qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Type de zone	Niveaux limites de bruit en dB(A)		
		Jour	Période intermédiaire	Nuit
Point n° 1 : près du transfo T1.	Industrielle et urbaine	65	60	55
Point n° 2 : près nouvelle station lavage	Industrielle et rurale	65	60	55
Point n° 3 : limite propriété près pignon ouest du magasin d'engrais	Industrielle et rurale	65	60	55
Point n° 4 : limite propriété près pignon Est du magasin d'engrais	Industrielle et rurale	65	60	55
Point n° 5 : près habitation (parcelle n° 912)	Urbaine	60	55	50

- . La période de jour, pour les jours ouvrables, équivaut à 7 H - 20 H.
- . La période intermédiaire équivaut à :
 - jours ouvrables : 6 H à 7 H et 20 H à 22 H.
- . La période de nuit équivaut à 22 H - 6 H et aux dimanches et jours fériés.

5-5 : En tant que de besoin et avant le 1er Juillet 1994, l'exploitant devra effectuer des travaux pour réduire les nuisances sonores et respecter les valeurs du paragraphe ci-dessus (insonorisation et déplacement des sorties des presses et des ventilateurs par exemple, insonorisation du séchoir existant), pose de silencieux pour les sorties de refroidisseurs existants et prévus etc...).

5-6 : Des mesures d'intensité sonores devront être réalisées par un organisme compétent dans un délai maximum de 6 mois.

6°) - Prévention de la pollution des eaux.

6-1 : Les alimentations en eau de l'établissement (réseau public, prélèvements d'eau de nappe ou de surface) seront munis de dispositifs de comptage.

Tous les compteurs seront relevés régulièrement et les valeurs obtenues seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

6-2 : En tant que de besoin, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes seront installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eaux publics.

6-3 : L'établissement devra être pourvu d'un réseau d'assainissement particulier du type séparatif.

6-4 : Un ouvrage de décantation-séparation des eaux pluviales suffisamment dimensionné pour être utilisé en bassin d'orage, devra être installé avant rejet dans le milieu naturel, de façon que la teneur des matières en suspension du rejet n'excède pas 25 mg/litre. Ce bassin devra être réalisé dans les meilleurs délais possibles tenant compte du calendrier d'exécution de la déviation projetée par le département.

Il devra être maintenu en bon état de fonctionnement et les boues seront régulièrement récupérées.

6-5 : L'aire de lavage des véhicules sera équipée d'un dispositif de dessablage et filtration ainsi que d'un dispositif débourbeur-séparateur à hydrocarbures à obturation automatique suffisamment dimensionnés de manière que la teneur résiduelle en hydrocarbures n'excède pas 20 mg/litre (NFT 90 203).

6-6 : Les teneurs des effluents rejetés dans le milieu naturel ne devront pas excéder 120 mg/litre pour le DCO (NFT 90 101), 40 mg/l pour le DBO (NFT 90 103), et 10 mg/litre pour l'azote total.

Le débit des eaux de lavage rejetées ne devra pas excéder 4 m³ par jour.

Le PH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et la température ne devra pas excéder 30° C.

- L'effluent devra être débarrassé des matières déposables ou précipitables susceptibles, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement ou la bonne conservation des ouvrages ou dégager des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

- L'effluent rejeté ne renfermera pas de substances nocives en quantités suffisantes telles que composés hydroxylés, halogénés..., pour inhiber le processus biologique de la station d'épuration ou pour détruire la vie aquatique sous toutes les formes à l'aval du point de déversement.

Le raccordement de ces effluents à la station communale devra faire l'objet de la procédure prévue à l'article 20 du décret du 21 Septembre 1977 et devra satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er Mars 1993.

6-7 : Les eaux de refroidissement seront recyclées au maximum.

6-8 : Aucun rejet d'eaux usées ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseau d'eaux pluviales si les dispositions de la prescription 6-3 ci-dessus ne sont pas respectées.

6-9 : Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos et celles du restaurant d'entreprise éventuel seront collectées et traitées soit conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel, soit renvoyées vers les installations d'épuration (lagunage) envisagées avec la commune de BROONS en 1994 ou 1995.

6-10 : Des dispositifs aisément accessibles et spécialement aménagés à cet effet, devront permettre en des points judicieusement choisis des réseaux d'égout, de procéder à tous moments, à des mesures de débit et à tout prélèvement.

6-11 : Les lieux de stockage et de manutention des hydrocarbures et ceux où sont vidangés les engins seront pourvus de cuvettes de rétention étanches.

6-12 : Les lieux de stockage et de réception des matières liquides (graisses, mélasse, etc...) seront associées à une capacité de rétention étanche dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve
- 50 % de la capacité des cuves associées.

Ces aires devront être raccordées à un ou plusieurs dispositifs de décantation d'un volume suffisant. Les eaux épurées pourront être rejetées dans le milieu naturel si les dispositions de la prescription n° 6-3 ci-dessus sont respectées. Les produits récupérés devront être évacués dans les conditions précisées à la disposition n° 7 ci-dessous.

Ce(s) dispositif(s) sera (ont) parfaitement entretenu(s) par l'exploitant. Une consigne sera établie définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

6-13 : Des analyses périodiques portant sur les paramètres fixés aux dispositions 6-4 et 6-6 ci-dessus devront être réalisées par l'exploitant. Les résultats seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

7°) - Déchets

L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par les installations, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Les déchets ne pouvant être valorisés seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet, au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

8°) - Prévention de la pollution atmosphérique

8-1 : Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières, suies ou gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou la sécurité publique.

8-2 : Les installations de combustion seront aménagées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 Juin 1975 (J.O. du 31/07/1975) relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

8-3 : En application de l'instruction ministérielle du 24 Novembre 1970 et de celle du 18 Décembre 1977 prise pour l'application de l'arrêté ministériel du 20 Juin 1975, les deux séchoirs à céréales fonctionnant au gaz naturel (rep 4 et 17) ainsi que les 2 générateurs à vapeur, le séchoir existant (rep 8) fonctionnant également au gaz naturel, et le groupe électrogène alimenté au fioul domestique, constitueront 2 unités indépendantes.

8-4 : Poussières

8-4-1 : Tous les postes ou parties d'installations tels que séchage, broyage, granulation etc... susceptibles d'engendrer des émissions de poussières, seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières devront être, soit captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersions des points d'émissions, ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente.

L'efficacité du matériel de dépoussiérage devra permettre sans dilution le rejet d'air, à une concentration en poussières inférieure :

- à 150 mg/Nm³ pour les refroidisseurs antérieurs à l'arrêté préfectoral du 2 Juin 1989 et pour le séchoir existant (repère n° 8).

- à 30 mg/Nm³ pour les matériels installés après l'arrêté du 2 Juin 1989.

Le flux total maximum de poussières rejetées à l'atmosphère par l'ensemble des installations sera inférieur à 32,7 kg par heure environ.

8-4-2 : La mise en fonctionnement des installations de production sera asservie à la mise en service des dispositifs d'aspiration prévus.

8-4-3 : Dans le délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, des contrôles pondéraux des teneurs en poussières de l'air rejeté par chacun des conduits d'évacuation cités à la prescription n° 8-4-1 ci-dessus, devront être effectués par un organisme agréé.

En outre, l'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à des mesures complémentaires. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

Les conduits d'évacuation seront aménagés pour permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

8-4-4 : Toutes précautions seront prises afin de limiter des émissions diffuses de poussières lors du chargement ou du déchargement des produits.

8-4-5 : Les voies de circulation et les cours nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.

8-5 : La consommation mois par mois, la teneur en SO₂ ainsi que l'origine des différents combustibles utilisés devront être adressés mensuellement (pour le 10 de chaque mois par exemple) au service chargé de l'inspection des installations classées. Cette disposition est applicable à compter du 1er Juillet 1993.

II - PREVENTIONS DES POLLUTIONS ET RISQUES INDUSTRIELS DANS LES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, SECHAGE, TRAITEMENT ET MANUTENTION DES CEREALES, GRAINES, PRODUITS ALIMENTAIRES ET TOUS PRODUITS ORGANIQUES DEGAGEANT DES POUSSIERS INFLAMMABLES.

9°) - L'exploitant définira sous sa responsabilité, deux types de zone en fonction de leur aptitude à l'explosion ou à l'incendie :

- une zone de type I : une zone à atmosphère explosive permanente ou ou semi-permanente ;

- une zone de type II : une zone à atmosphère épisodique, de faible fréquence et de faible durée.

10°) - Les produits stockés ou manipulés seront :

- des substances végétales (céréales diverses, manioc, tourteaux, fourrages etc...).
- des produits organiques telles que farine de viandes, graisses, mélasse etc...
- des produits minéraux tels que phosphates, carbonates etc...
- des engrais chimiques dont ammonitrates conformes à la norme NFU 42-001 ou la norme européenne équivalente etc...

L'exploitant devra pouvoir justifier, à tout moment, l'origine et les caractéristiques des produits stockés dans son établissement.

11°) - L'ensemble des nouvelles installations (séchoirs, silos de stockage...) postérieur à l'arrêté préfectoral du 2 Juin 1989 sera conçu de manière à éviter les "pièges à poussières" tels que surfaces planes horizontales (en-dehors des sols), revêtements muraux ou sols rugueux, enchevêtrements de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles.

12°) - Tous les appareils (manutention, nettoyage, moteurs) devront être parfaitement étanches à la poussière.

13°) - Les ouvertures pour le passage des transporteurs seront aussi réduites que possible.

Les galeries et tunnels de transporteurs devront être conçus de manière à faciliter tous travaux d'entretien, de réparation ou nettoyage des éléments des transporteurs.

14°) - Les aires de chargement et déchargement des produits seront de préférence extérieures aux silos. Dans le cas contraire, elles seront isolées de ces derniers par des parois étanches aux poussières.

Un tamis sera installé sur chacune des fosses de réception des produits. La maille sera calculée de manière à retenir les corps étrangers.

Par ailleurs, elles seront munies en tant que de besoin, de dispositifs d'aspiration et de dépoussiérage répondant aux critères de la prescription n° 8-4-1 ci-dessus.

Les aires seront suffisamment ventilées pour éviter la création d'une atmosphère explosive. Elles seront périodiquement nettoyées.

15°) - Avant toute manipulation ou traitement des produits, ceux-ci devront être débarrassés de tous corps étrangers (métaux, pierres etc...) susceptibles de provoquer des étincelles lors de chocs ou frottements, avec la mise en place d'épierreurs, de séparateurs magnétiques ou tout autre dispositif permettant l'élimination de ces corps étrangers. Ces dispositifs devront être régulièrement nettoyés et vérifiés.

Cette disposition est applicable à toutes les installations procédant à un transport pneumatique interne des produits.

16°) - L'usage de transporteur ouvert ne sera autorisé que si leur vitesse est inférieure à 3,5 m/s.

L'exploitant veillera de plus à éviter les courants d'air au-dessus de ce type d'installation.

17°) - Les élévateurs, transporteurs, moteurs... seront équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Ces dispositifs seront installés en particulier sur :

- les arbres des poulies de queue des élévateurs et transporteurs à bande (contrôle de vitesse de rotation).
- les moteurs électriques d'une puissance supérieure à 15 KW (disjoncteurs).
- les têtes et pieds d'éléveurs et les transporteurs (détecteurs de bourrage).
- les élévateurs à godets.
- les dispositifs d'aspiration d'air poussiéreux.

Tout incident devra pouvoir être signalé sur le(ou les) tableau(x) de commande des installations.

Au-delà d'un seuil explicitement défini par l'exploitant, l'arrêt des installations situées en amont de la chaîne sera déclenché.

18°) - Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières, ils seront convenablement lubrifiés et périodiquement vérifiés.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements seront périodiquement contrôlés (broyeurs notamment).

Les gaines d'élévateurs seront munies de regards ou de trappes de visites. Ceux-ci ne pourront être ouverts qu'avec un appareil prévu à cet effet.

En outre, l'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

Les roulements des paliers des arbres d'entraînement des élévateurs seront disposés à l'extérieur de la gaine.

La vitesse des élévateurs sera limitée à 3 m/s.

19°) - En cas de transport par voie pneumatique :

- la taille des conduites sera calculée de manière à assurer une vitesse suffisante pour éviter les dépôts ou bourrage ;

- le matériau constituant les conduites de transport pneumatique devra être suffisamment conducteur pour éliminer la possibilité d'accumulation de charges électrostatiques. Les différents éléments constituant l'installation pneumatique seront interconnectés électriquement et l'ensemble sera mis à la masse.

20°) - L'exploitant devra s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité ...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des céréales dans les cellules de stockage sera périodiquement contrôlée. Toute élévation anormale devra pouvoir être signalée au tableau général de commande, dans le cas d'installations de contrôle fixes.

La mesure de la température se fera par un (ou des) dispositif (s) fixe(s) ou manuel(s). Les résultats de ces contrôles seront consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une consigne particulière définira les conditions de contrôle, vidange et de transilage des produits. En aucun cas la vidange des produits suspects ne pourra se faire dans les circuits de fabrication.

21°) - Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines.

La fréquence des nettoyages sera fixée sous la responsabilité de l'exploitant.

Le nettoyage des ateliers sera partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Le matériel utilisé devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires à un fonctionnement en atmosphère explosive.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage devra faire l'objet de consignes particulières (arrosage en cas d'utilisation de balais).

L'usage de l'air comprimé pour le nettoyage des locaux est proscrit.

22°) - Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté même exceptionnellement, dans les locaux exposés aux poussières (ateliers + stockage), que les installations soient en marche ou à l'arrêt en-dehors des conditions prévues à la prescription n° 24 ci-dessous.

L'interdiction de fumer sera notamment affichée en caractères apparents dans ces locaux.

Les centrales de production d'énergie, en-dehors des installations de compression seront extérieures aux silos.

Les compresseurs à air d'une puissance supérieure à 5 KW seront installés dans des locaux isolés et réservés à cet effet. Ces locaux devront être étanches aux poussières.

Les liquides inflammables seront stockés soit en plein air, soit dans des locaux isolés prévus à cet effet.

Les sources d'éclairage fixes ou mobiles devront être protégées par des enveloppes étanches aux poussières et résistantes aux chocs.

Les séchoirs seront séparés des autres installations.

23°) - Le chauffage des locaux susceptibles de contenir des poussières ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

24°) - Tous les travaux, réparations, aménagements, sortant du domaine des opérations d'entretien courant, ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne nommément désignée par lui. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant. Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci devra être à l'arrêt et avoir été préalablement débarrassée de toutes poussières.

Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

25°) - Installations électriques

Les installations électriques seront élaborées, réalisées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans des établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Elles devront, en outre, être conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celles des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Ces installations seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

En outre, les installations électriques devront respecter les dispositions suivantes :

- le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NFC 15100 ;
- le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NFC 13100 et 13200 ;
- dans les zones exposées aux poussières, de types I et II, le matériel électrique sera au moins du type IP 5 XX ou IP 6 XX. Il sera en outre protégé contre les chocs.

Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant. Ils seront placés en-dehors des zones de type I et II sous la surveillance d'un préposé responsable.

26°) - Les appareils et masses métalliques (machines, manutention), exposés aux poussières seront reliés entre eux par des liaisons équipotentielles et mis à la terre.

La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art recommandées par les organismes agréés et sera distincte de celle du paratonnerre éventuel.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur. L'intervalle entre deux contrôles ne pourra excéder un an. Les résultats seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

Les matériels constituant les appareils en contact avec les produits, devront être suffisamment conducteurs afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques

27°) - Les installations seront protégées contre la foudre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 Janvier 1993. Le paratonnerre devra être conforme à la norme française C 17-100 de Février 1987 ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

28°) - Les unités de stockage et les ateliers seront construits en matériaux incombustibles.

29°) - Les parois des ateliers exposés aux poussières et celles des enceintes de stockage construits après l'arrêté préfectoral du 2 Juin 1989 seront munies de dispositifs permettant de limiter les effets d'une éventuelle explosion (événements d'explosion etc...) ou conçues de manière à offrir le moins de résistance possible à une explosion (toiture ou couverture des nouvelles cellules de stockage réalisées en matériaux légers par exemple etc...).

Dans la mesure du possible, les enceintes ou ateliers existants exposés aux poussières seront mis en conformité avec ces dispositions.

30°) - Les installations devront comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel, avec à chaque niveau accessible, au moins deux issues éloignées l'une de l'autre sur 2 faces opposées des bâtiments.

La deuxième issue pourra être une échelle à crinoline.

Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés dans plusieurs endroits fréquentés par le personnel.

Un exercice d'évacuation aura lieu tous les ans.

31°) - L'établissement devra pouvoir disposer à moins de 100 mètres de ses limites, d'un ou plusieurs poteaux d'incendie conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir un débit de 1000 litres par minute sous une pression dynamique de 1 bar.

En cas d'impossibilité matérielle, une réserve d'eau d'un volume minimum de 240 m³ devra être créée. Une plate-forme d'aspiration "pompiers" sera aménagée. Son accès sera maintenu dégagé en permanence.

En outre, l'établissement devra être équipé de moyens de secours contre l'incendie comprenant au moins :

- des extincteurs appropriés en nombre suffisant, disposés dans les différents locaux en fonction des risques encourus. Ils seront d'un type homologué NFMIH.

- d'une ou plusieurs colonnes sèches pour les deux usines, les séchoirs et les silos en particulier.

La prise de chaque colonne devra être facilement accessible et signalée. Elle devra comporter un système de purge en partie basse.

A chaque niveau accessible, des prises d'incendie à robinets devront être installées sur ces colonnes.

Ces matériels devront être maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.

32°) - Les abords des stockages ainsi que l'aménagement des ateliers et locaux intérieurs, seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification des constructions ou du mode de gestion de l'établissement. Ils seront adressés au Directeur Départemental de la Sécurité Civile.

Dans les 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant devra prendre contact avec le service départemental de la Sécurité Civile, pour qu'une visite de reconnaissance ait lieu et un plan d'intervention devra être établi avec le chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de DINAN.

33°) - Les installations seront équipées d'appareils de communication ou d'arrêts d'urgence permettant de signaler ou de prévoir rapidement tout incident, soit automatiquement, soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines) en fonction de la nature et de localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

34°) - L'exploitant établira des consignes spéciales qui préciseront notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- la composition des équipes d'intervention ;
- la fréquence des exercices ;
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;
- les modes de transmission et d'alerte ;
- les moyens d'appel de secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer ces appels ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées.

35°) - Le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en oeuvre des matériels d'incendie et de secours.

Autant que possible, un exercice annuel sera réalisé en commun avec les sapeurs-pompiers.

36°) - La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu, seront consignés sur un registre spécial qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

37°) - Si les cellules de stockage sont aérées et ventilées, la vitesse du courant d'air à la surface du produit devra être inférieure à 2 m/s de manière à limiter les entraînements de poussières.

Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne pourra se faire que sous réserve du respect des caractéristiques en poussières précisées à la prescription n° 8-4-1 ci-dessus.

38°) - Les séchoirs, les cellules de stockage de matières premières devront être pourvues de dispositifs de vidange directe.

L'exploitant devra examiner la possibilité d'équiper le séchoir existant (repère n° 8) et les cellules antérieures à 1988 avec un dispositif équivalent.

39°) - Les séchoirs devront être équipés de dispositifs permettant de détecter toute augmentation anormale de température et tout incendie.

40°) - Au fur et à mesure de leur remplacement, les matériels existants visés par les dispositions n°s 12 et 25 ci-dessus, devront être mis en conformité avec ces règles. A cet effet, un inventaire des équipements en cause devra être réalisé dans un délai de 3 mois, à compter de la notification de l'arrêté.

III - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE COMBUSTION.

41°) - La hauteur du conduit d'évacuation des gaz et des poussières en provenance des séchoirs devra être de 10 mètres au moins.

42°) - Il existera un dispositif d'arrêt de l'écoulement du combustible vers les installations de combustion. Ce dispositif monté sur les canalisations d'alimentation, possèdera une commande manuelle placée en-dehors de chaque local concerné, accessible en toute circonstance et correctement signalée. L'alimentation électrique de l'ensemble des installations devra pouvoir être interrompue par un coupe-circuit placé à l'extérieur de chaque local à un endroit facilement accessible et correctement signalé.

43°) - Les installations devront fonctionner soit au gaz naturel, soit au fioul domestique.

IV - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AU STOCKAGE DE PRODUITS CHLOROPHENOLIQUES LIQUIDES OU SOLIDES, AU STOCKAGE DE PRODUITS LIQUIDES TRES TOXIQUES OU TOXIQUES ET AUTRES PRODUITS AGROPHARMACEUTIQUES.

44°) - Les conditions de ces différents produits doivent respecter les règles d'implantation et de sécurité précisées dans l'arrêté préfectoral daté du 2 Juin 1989 (paragraphes IV et V).

En outre, la capacité maximale stockée ne devra pas excéder 150 tonnes, tous produits agropharmaceutiques confondus.

Par catégorie de produits, la capacité maximale stockée est précisée à l'article 1er du présent arrêté.

- Le volume du bassin de rétention des eaux, en cas d'incendie, devra être capable de récupérer la totalité des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.

V - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION OU NON CLASSEES.

45°) - Tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté sont applicables :

- les dispositions des arrêtés-types n° 89 ter et 183 ter annexés au récépissé de déclaration délivrés le 26 Mars 1992.

- les dispositions des arrêtés-types n° 261 bis et 361 B annexés à l'arrêté préfectoral du 2 Juin 1989.

VI - DELAIS D'APPLICATION

46°) - Sauf disposition contraire indiquée dans le présent arrêté, les dispositions ci-dessus devront être respectées dans un délai maximum :

- d'un an pour la disposition n° 6-4 en ce qui concerne le bassin d'orage.

- avant le 31 août 1994, pour la disposition 6-5 concernant la mise en place d'un dispositif de dessablage et de filtration suffisamment dimensionné.

- de 3 mois pour les dispositions n° 6-2 (disconnecteur) et n° 6-12 (rétention pour les cuves d'huile de soja).

- dès notification pour les autres dispositions.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, délivrée sous réserve du droit des tiers, deviendrait caduque si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de BROONS pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la COOPERATIVE AGRICOLE de BROONS

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la COOPERATIVE AGRICOLE de BROONS, dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

.../...

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de DINAN,
Le Maire de BROONS,

Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur
des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du
présent arrêté dont copie sera adressée à :

- la COOPERATIVE AGRICOLE de BROONS, pour être conservée en permanence par
l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ;

- ainsi qu'aux Maires de SEVIGNAC, TREDIAS, TREMEUR et YVIGNAC. pour
information.

SAINT-BRIEUC, le

10 fév. 1994

LE PREFET,

Pour le PREFET
et par délégation
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie certifiée conforme
l'Attaché Chef de Bureau

M.S MOREAU.

